

Colloque international du GIS « Patrimoines en partage »

Appel à contributions

Patrimoines vagabonds

Routes culturelles et itinéraires patrimoniaux

Université de Toulouse – Jean Jaurès, Maison de la recherche

23 et 24 novembre 2023

Coordination :

Nicolas Adell (LISST – Centre d'anthropologie sociale)

Sébastien Rayssac (LISST – Dynamiques rurales)

Conseil scientifique :

Nicolas Adell, PR anthropologie, Université Toulouse - Jean Jaurès / UMR LISST

Chiara Bortolotto, titulaire de la Chaire UNESCO « Patrimoine culturel immatériel et développement durable », UMR Héritages

Gaetano Ciarcia, DR anthropologie, CNRS / UMR Imaf

Bernard Debarbieux, PR géographie, Université de Genève

Cyril Isnart, CR-HDR anthropologie, CNRS / UMR Idemec

Sébastien Rayssac, MCF-HDR géographie, Université Toulouse - Jean Jaurès / UMR LISST

Sylvie Sagnes, CR anthropologie, CNRS / UMR Héritages

Argumentaire

Longtemps associé au lieu ou à l'espace clos d'un territoire qui le contient et qu'il emblématise, le patrimoine n'a pourtant jamais cessé d'être mobile. Il est ce qui traverse le temps, ce qui passe de génération en génération, se transforme de génération en génération. Il est aussi l'ombre de tout voyageur, qui l'accompagne dans les territoires qu'il parcourt en le distinguant de ce qui l'entoure.

Mais le patrimoine est désormais mobile dans un tout autre sens. Il a cessé d'être la simple collection des objets, monuments, connaissances, pratiques sociales stabilisées dans le temps. Il intègre à présent la pluralité des relations et des affects que cet objet, ce monument, cette connaissance, cette pratique sociale mobilisent pour une diversité d'individus. Il se loge dans les manières de faire, de penser ou de dire l'élément d'attachement et introduit ainsi une extrême diversité de façons d'être du patrimoine. Or, si le patrimoine est davantage dans la relation que dans les éléments qui sont mis en relation, alors décrire un élément patrimonial revient à rendre compte de la complexité des modes d'attachement à lui : du passionné.e à l'indifférent.e, de l'entrepreneur.se culturel.le au touriste pressé.e, de l'expert.e à l'amateur.trice, et de son gardien.ne à, le cas échéant, son destructeur.trice.

Mais l'ouverture du patrimoine à cette gamme très étendue de relations à des éléments qualifiés, par les uns ou les autres, de patrimoniaux, a également suggéré qu'il pouvait s'affranchir des espaces dans lesquels on l'avait d'abord saisi, suivant en cela les acteurs et actrices qui se déplacent sans perdre leur relation à lui, voire en cherchant à l'activer ou à la réactiver dans le déplacement même. Ce phénomène a donné lieu aux premières « routes culturelles », dont le principe est discuté dans les instances internationales de la culture dès les années 1960 mais qui ne prend une véritable consistance que dans les années 1990 au sein de l'ICOMOS, à la suite de l'inscription des chemins de Saint-Jacques de Compostelle sur la liste du Patrimoine Mondial.

Au centre de nombreux débats définitionnels depuis ce moment, la « route culturelle » fait cependant l'unanimité dans le monde de l'intervention patrimoniale (à l'UNESCO comme au Conseil de l'Europe) comme instrument pour fabriquer un monde commun fait d'échanges, de valeurs partagées et de créativité, fondé sur un ensemble d'éléments tangibles et matériels mais aussi immatériels et qui construisent la valeur supplémentaire de la route par rapport à la simple somme des parties qui la constituent[1]. Or, ces routes ne sont « culturelles » que pour autant qu'elles constituent des *expériences* d'une traversée des territoires, mais aussi des temps, des cultures et de soi, et construisent des conditions de *rencontres*, tangibles ou intangibles, avec des autres plus ou moins différents, avec des proches plus ou moins ressemblants.

Comment ces considérations élaborées dans les cercles de la diplomatie culturelle internationale sont-elles reçues, acclimatées et mobilisées par les nombreux acteurs qui, sur des territoires différents, et notamment ruraux, façonnent ensemble ces

patrimoines partagés qui prennent la forme d'itinéraires, de tracés, de routes, plus ou moins empruntés, plus ou moins matérialisés ? Dans quelle mesure la valeur ajoutée de ces « routes culturelles » conduit-elle les acteurs sur les territoires à faire projet, à « faire route » entre des éléments qui étaient sans relation forte mais qui partageaient un certain nombre de propriétés ? De quelle façon, à l'inverse, des chemins réels, effectivement empruntés et chargés de temps et d'affects, se verront balisés et jalonnés d'éléments qui en rehausseront le caractère de « routes culturelles » ?

Ces questions sont, de façon directe ou indirecte, prises en charge par des acteurs qui, à des titres divers, animent ces patrimoines vagabonds lors de leur « passage » sur leur territoire. Il peut ainsi s'agir de grands dispositifs ou de personnes morales (le Code du patrimoine en France, le ministère de la Culture, les services déconcentrés de ce secteur localement, des collectivités territoriales, des parcs naturels régionaux, des offices du tourisme, etc.), comme de personnes réelles qui, à titre individuel ou collectif, contribuent à l'existence, à la gestion, au développement et à la promotion de ces patrimoines.

Dans le cadre du GIS *Patrimoines en partage*, notre attention s'est particulièrement tournée vers ce dernier type d'acteurs, s'agissant de questionner la construction, la transmission et la diffusion des savoirs patrimoniaux. Quels types de collectifs sont mobilisés et autour de quels objectifs ? Et mis en œuvre selon quelles modalités ? Comment décrypter les processus d'élaboration de leurs projets et leur durabilité ? Quels types d'échanges ces acteurs, réunis ou isolés, entretiennent-ils avec l'ensemble des animateurs de l'écosystème d'un élément patrimonial tel qu'une route ou un itinéraire culturel ? De l'identification et la revendication à la médiation et la promotion, en passant par la défense et la sauvegarde (sans négliger les controverses mais aussi les indifférences et les temps faibles de ces processus), aucun des moments ni aucune des formes de cristallisation de ces patrimoines vagabonds ne devraient être négligés.

Le colloque « Patrimoines vagabonds » sera ainsi ouvert à des réflexions théoriques et méthodologiques visant à renforcer la saisie des rapports entre patrimoines et itinéraires, entre patrimoines et mobilités. Mais il s'attachera surtout à réunir des études de cas dont la focale aura été principalement mise sur les individus et les collectifs concrets à l'œuvre dans ces dispositifs ou ces démarches. Ces études de cas pourront par ailleurs porter aussi bien sur des routes culturelles concrètes (des *roads* plus ou moins spectaculaires ou historiques : chemins de Saint-Jacques, route 66, chemin de Stevenson...) que sur des trajets et itinéraires imaginés (des *routes* en anglais) qui unissent des biens homogènes, construisent des archipels d'unités qui se ressemblent, mettent en relation des éléments d'un même univers qui acquiert ainsi une visibilité supplémentaire (route des vins, route de tel ou tel artisanat, etc.). Et l'on veillera à la perméabilité réciproque de ces registres en examinant les situations intermédiaires (à partir de quand une *route* est une *road* ?), les façons dont les routes effectives sont aussi imaginées et chargées de sites et de nœuds qui construisent une « série » et un univers d'une part, et d'autre part les façons dont les itinéraires construits dans par l'imagination peuvent aussi être effectivement pratiqués et donner lieu à des routes réelles. Enfin, l'on sera attentif aux propositions qui montreraient les façons dont les routes patrimoniales et/ou culturelles participent de la

(re)nomination des lieux et donc au changement de certaines de leurs significations publiques. Des phénomènes de suppression, création ou modification toponomastique peuvent avoir lieu dans ce cadre, poursuivant des objectifs moraux, symboliques, politiques, économiques, etc.

Détails pratiques

Les propositions de contributions (titre et résumé de 6000 signes maximum, références bibliographiques incluses, en français ou en anglais) sont attendues pour le **21 avril 2023**. Elles seront envoyées aux organisateurs de la manifestation, Nicolas Adell (nicolas.adell@univ-tlse2.fr) et Sébastien Rayssac (sebastien.rayssac@univ-tlse2.fr) avant cette date.

Elles seront assorties d'une notice bio-bibliographique de l'auteur/trice, ainsi que ses coordonnées et son affiliation institutionnelle.

Le conseil scientifique du colloque établira la liste des propositions sélectionnées au plus tard le **31 mai 2023**. Toutes les propositions reçues seront notifiées du résultat du processus de sélection.

Les communications présentées lors du colloque ont vocation à donner lieu à donner lieu à des **chapitres d'un ouvrage collectif**, *Patrimoines vagabonds*, qui pourront être remis dans les deux mois suivant la manifestation, soit fin janvier 2024, et feront l'objet d'une évaluation spécifique.

[1] Elifnaz Durusoy, 2014, *From an Ancient Road to a Cultural Route: Conservation and Management of the Road between Milas and Labraunda*, Istanbul, Institut français d'études anatoliennes.